

COMUNIQUE No. 44

Le Front de Résistance Populaire communique:

La Résistance hondurienne commence l'année 2010 en pleine lutte contre la dictature, et rejette les manœuvres de l'oligarchie pour se blanchir à travers le faux processus électoral de transition de Micheletti vers Lobo, qui laissera intact le système de domination par une minorité privilégiée d'entrepreneurs corrompus, d'entreprises transnationales et de militaires et policiers répressifs.

La dictature se prépare à retirer le Honduras de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique - Traité Commercial des Peuples (ALBA-TCP), qui depuis sa signature le 9 de octobre 2008 a bénéficié aux secteurs populaires de notre pays et a montré qu'il est possible de mener un nouveau type de relations solidaires entre peuples et gouvernements, pour le bénéfice des pauvres, et promouvoir une véritable intégration de la grande patrie latino-américaine.

Le retrait imminent de l'ALBA-TCP démontre que le coup d'état a été organisé pour arrêter les transformations structurelles urgentes de la société et avertir les autres peuples latino américains qui construisent des projets nationaux alternatifs et progressistes.

Nous rejetons les mesures économiques impulsées par l'oligarchie contre le peuple et nous dénonçons ses intentions ouvertes de détruire les conquêtes sociales qui ont tant coûté aux secteurs populaires organisés. Les prix de l'eau et des biens de premières nécessité ont augmenté ; les réserves en devises de l'état et l'épargne des entreprises d'état comme l'Entreprise Nationale d'Energie Electrique ENE ou celle de télécommunication Hondutel ont fondu ; la formule de calcul du prix des hydrocarbures a été modifiée en faveur des transnationales ; en permanence sont signés des contrats bénéficiant aux entreprises impliquées dans le coup d'état. De plus, d'autres mesures sont en préparation, comme la diminution réelle du salaire minimum, l'annulation de la réforme des statuts des professeurs, l'annulation de la gratuité des frais d'inscription scolaire, la dévaluation du Lempira, la privatisation des entreprises nationales et des retraites des fonctionnaires, entre autre.

Nous dénonçons à la communauté internationale la répression que vit la société hondurienne et qui s'est aggravée depuis la fin de l'année avec une augmentation des assassinats, persécutions et exil forcé de nos camarades. Nous appelons les organisations internationales de défense des droits de l'homme à augmenter la pression sur le régime de facto.

Nous rejetons les projets de la dictature de s'auto accorder une amnistie pour les crimes de lèse humanité commis depuis le coup d'état. Nous rappelons que de tels crimes ne peuvent être prescrits et que tôt ou tard, leurs responsables en répondront devant la justice.

Nous maintenons notre exigence de retour à l'ordre institutionnel et de convocation d'une Assemblée Nationale Constituante démocratique et populaire, car le peuple a le droit souverain de définir la société dans laquelle il vit.

Nous Résistons et nous Vaincrons !

Tegucigalpa le 7 janvier 2010